





# REPUBLIQUE DU NIGER MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE FAMILIALE (ProDAF)
CELLULE NATIONALE D'ASSISTANCE TECHNIQUE (CENAT)

# BILAN DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PTBA 2015-2016 DU ProDAF SOUS FINANCEMENT ASAP

(Don ASAP No. 2000001117)





Activités de mise en valeu r de site récupéré à Mainari (PDE de Mirriah)





Activités de mise en valeur de sites récupérés Tourouft (PDE Tabalak) et Dan Kada (PDE de Tchadoua)

# Mars 2017











# Table des matières

LISTE DES ACRONYMES	. 3
INTRODUCTION	. 4
I. Brève description de l'approche de gestion des risques climatiques adoptée par le projet :	. 4
II. PROGRES DE MISE EN ŒUVRE AU COURS DE L'ANNEE 2016	. 6
2.1 Synthèses des réalisations physiques et financière globales et du PTBA 2016 du Guichet ProDAF/ASAP au 31/12/2016	6
2.1.1 Synthèses des réalisations physiques du PTBA 2016 du Guichet ProDAF/ASAP au 31/12/2016	. 6
2.1.2. Synthèses des réalisations financière globales et du PTBA 2016 du Guichet ProDAF/ASAP au 31/12/2016	. 7
III. DETAILS DES ACTIVITES ASAP REALISEES PAR ACTIVITES STRUCTURANTE	. 8
3.1. Détail des activités structurantes de la composante A : renforcement durable de l'agriculture familiale	. 8
3.2. Détails des activités de la composante C « Gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs »	12
PLANCHES DES PHOTOS DE QUELQUES ACTIVITES ASAP DE L'URGP DE ZINDER	15

#### LISTE DES ACRONYMES

AAESA Analyse des Agro-Ecosystèmes Agricoles

ACAP Appui Conseil Agricole Paysan
ADL Assistant en développement local

ANO Avis de Non Objection

AS Activité structurante

ASAP Adaptation for Smallholder Agriculture Program

AUE Association des Usagers de l'Eau

BEEEI Bureau d'Evaluation Environnemental et d'Etude d'Impact

BV Bassin Versant

CDA/DDA Chef du District Agricole/Direction Départementale de l'Agriculture

CENAT Cellule Nationale d'Assistance Technique

CEP Champ Ecole Paysan

CEPM Champ Ecole Paysan Maraicher

CERRA Centre Régional de la Recherche Agronomique

CES/DRS/GRN Conservation des Eaux et des Sols/Défense et Restauration des Sols/Gestion des

ressources Naturelles

CGES Cadre de Gestion environnementale et sociale
CNSE Centre National de Surveillance Ecologique

CRA Chambre Régionale d'Agriculture
DRA Direction Régionale de l'Agriculture
EX-ACT EX-Ante Carbon balance Tool

FIDA Fonds International de Développement Agricole

FAO Organisation des Nations Unis pour l'alimentation et l'Agriculture

GACAP Groupement d'Appui-Conseil Agricole Paysan

GdS Gestion des Savoirs

GRN Gestion des Ressources Naturelles GSC Groupement service conseils

Ha Hectare

INRAN Institut National de la Recherche Agronomique du Niger I3N Initiative 3 N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »

MAG/EL Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
OME ouvrages de mobilisation des eaux
ONG Organisation Non Gouvernementale
PAM Programme Alimentaire Mondial
PDE Pôle de Développement Economique

ProDAF Programme de Développement de l'Agriculture Familiale

PTBA Plan de Travail et Budget Annuel RNA Régénération Naturelle Assistée

SE - S&E - S/E Suivi-évaluation

URGP Unité Régionale de Gestion du Programme

# INTRODUCTION

Le Niger dispose d'énormes potentialités agro-sylvo pastorales qui sont sujettes à un phénomène de dégradation continue lié notamment aux effets conjugués des changements climatiques et des actions anthropiques. En effet, ces changements climatiques ont des impacts importants sur les ressources naturelles notamment les ressources forestières et les ressources en eau, mais aussi sur l'agriculture, l'élevage et la santé. Les populations les plus pauvres sont les plus exposées aux conséquences de ces changements, du fait de leurs faibles capacités d'adaptation et de leur dépendance vis-à-vis des activités d'exploitation/valorisation des ressources naturelles à forte sensibilité climatique. L'agriculture familiale qui occupe une place importante parmi ces activités demeure très vulnérable aux effets du changement climatique qui altèrent les moyens d'existence sur le long terme (potentiel productif: fertilité, sols, eaux) et sur le court terme (décapitalisation post-crise) avec un impact négatif sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

Les modèles de projection prévoient des baisses de rendements importantes (de 5 à 25% pour le sorgho pluvial si aucune action n'est entreprise pour améliorer l'adaptation des systèmes productifs nigériens au changement climatique. Ces modèles montrent également que la baisse de rendement pourrait s'accompagner d'une chute des superficies emblavées en mil et sorgho, les deux cultures alimentaires de base du pays.

En réponse aux changements climatiques, le Niger a initié des actions de prévention et de mitigation des chocs y relatifs à travers les structures étatiques et les organisations de la société civile. Ces actions concernent les aspects institutionnels et juridiques d'une part et les aspects opérationnels (mesures d'adaptation, d'atténuation et de renforcement des capacités) d'autre part. En effet, l'initiative 3N « les nigériens nourrissent les nigériens » pour la sécurité alimentaire et le développement durable, adoptée par le Gouvernement en mai 2012 prévoit au niveau de son axe n°3 l'amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises alimentaires et catastrophes naturelles. Elle se propose également de renforcer et de promouvoir les dispositifs/mécanismes de gestion des risques notamment climatiques (sécheresse, hausse brusque de températures), écologiques et biologiques.

Le ProDAF dont la tutelle est assurée par le Ministère de l'Agriculture et de l'élevage, est un des outils opérationnels de mise en œuvre de l'initiative 3N. Il prend en compte grâce notamment le financement ASAP, reçu sous forme de Don, la nécessité de garantir la productivité et la durabilité des systèmes productifs ciblés en assurant leur résilience climatique à travers une approche de gestion des risques intégrée au sein des composantes techniques du Programme.

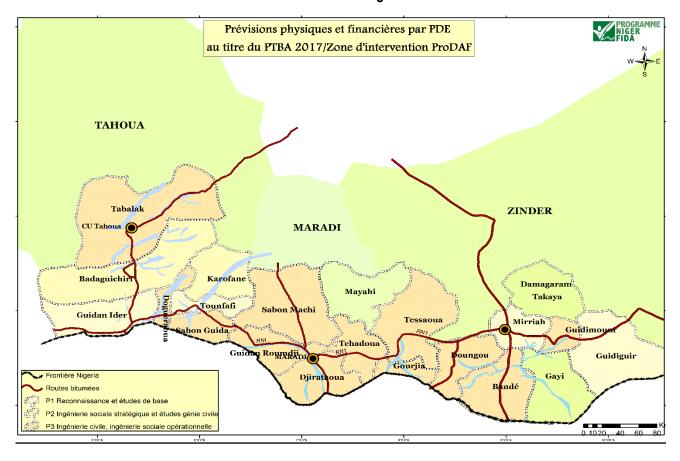
# I. Brève description de l'approche de gestion des risques climatiques adoptée par le projet :

L'approche de la prise en compte de la dimension « Changement Climatique » dans les activités du ProDAF est principalement orientée vers le redressement du niveau de vulnérabilité des ménages par la prise en compte de l'impératif d'améliorer la résilience du modèle productif familial sur le court et long terme en mettant l'accent sur la durabilité au niveau économique (rentabilité des systèmes, accès au capital), social (acteurs locaux fonctionnels), environnemental et climatique (gestion et suivi des ressources naturelles, mise en œuvre de pratiques agricoles permettant de réduire l'impact des aléas climatiques sur le système productif, aménagements permettant de sécuriser l'accès des ménages à l'eau agricole, infrastructures conçues ou localisées en prenant en compte les risques climatiques)

Par ailleurs, pour bien promouvoir cette approche, le ProDAF capitalise les leçons tirées des projets du FIDA (PASADEM et pour l'agriculture pluviale et les marchés de céréales, Ruwanmu pour les cultures irriguées, les AUE et les marchés de produits maraîchers ainsi que le dispositif de pistes rurales (commun aux deux projets) et des autres PTF (PRODEX, PMERSA, PADMIF). Les synergies et complémentarités sont développées avec les autres projets avec lesquels le ProDAF partage des activités, ainsi qu'avec les autres intervenants dans le domaine de l'adaptation au changement climatique, de la mobilisation des eaux, de la petite irrigation, du développement des marchés notamment les instances communales, les organisations de producteurs tant à la base qu'au niveau régional, et les services techniques de l'état.

Le Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) se base sur une concentration des activités par phasage au niveau de 21 Pôles de Développement Economique (PDE) dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder en vue de maximiser les impacts de ses interventions.

# Zone d'intervention du ProDAF dans les régions Maradi Tahoua et Zinder



# II. PROGRES DE MISE EN ŒUVRE AU COURS DE L'ANNEE 2016

# 2.1 Synthèses des réalisations physiques et financière globales et du PTBA 2016 du Guichet ProDAF/ASAP au 31/12/2016

# 2.1.1 Synthèses des réalisations physiques du PTBA 2016 du Guichet ProDAF/ASAP au 31/12/2016

Les produits attendus et livrés/atteints dans le cadre du financement ASAP sont essentiellement aux niveaux des composantes A et C du ProDAF. Plus précisément, cinq (5) activités structurantes (AS) bénéficient de ce financement à savoir :

- AS1; Ouvrages CES/DRS et aménagements des couloirs pastoraux dont cartographie SIG
- AS2 : Ouvrages de mobilisations des eaux
- AS4: Adaptation de l'agriculture pluviale au changement climatique
- AS7: Renforcement organisationnel et institutionnel
- AS8: Appui à l'organisation et leadership des femmes (MMD)

Pour la composante C, en plus des dotations financière du guichet ASAP en termes de contribution pour la prise en charge du fonctionnement et l'acquisition des matériels roulants et équipements de bureaux des unités de gestion du programme, les activités inscrites sous ce financement concernent les recherches actions et partenariats scientifiques ainsi que le renforcement des dispositifs de suivi évaluation participatif dans une optique d'amélioration de la mesure des impacts du programme

Au 31 décembre 2016, les principales réalisations enregistrées sur le plan physique sont entre autres:

- 1 923 hectares de superficie de bassins versants traités dans les régions de Maradi Tahoua et Zinder en partenariat avec le PAM avec la mobilisation de 11 190 participants;
- 900 hectares de superficies sous cultures pluviales ont fait l'objet d'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP) par les Groupements d'Appui Conseil Agricole Paysan (GACAP)
- 22 104 kits d'intrants ont été mis en place dans le cadre des ACAP
- 13 mares ont été empoissonnées avec 53 800 alevins

Couleur attribuée

Niveau d'exécution

< 40%

- Un système de suivi environnemental géo localisé en cours de mise en place dans chaque région avec l'avancement du processus de signature de la convention avec le Centre National de Suivi Environnemental et Ecologique (CNSEE);
- Trois sessions de renforcement des capacités des facilitateurs des Champs Ecoles Paysans (CEP) pour l'encadrement des CEP
- Des études de faisabilité technique pour la réalisation des seuils de types 1 et 2 sont en cours avec l'appui des cabinets d'études et des services de Génie rurale;
- Un cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) disponible pour le programme

. Tableau N°1 : Produits attendus et livrés par AS sur financement ASAP (par rapport aux cibles globales et du PTBA 2016

40% ≤ x ≤70% > 70%								
Rubriques	Unité	Cible globale	Cible PTBA 2016	Cibles Réalisées	Taux PTBA	Taux DCP)	Observations	
COMPOSANTE A/RENFORCEMENT DURABLE								
Activité Structurante (AS) 1: Aménagement des Bassins Versants (BV)								
Traitement des bassins versants en amont et contre l'érosion et le ruissellement	На	8014	1184	1923	162%	24%	Le taux élevé s'explique la synergie d'actions avec	

Rubriques	Unité	Cible globale	Cible PTBA 2016	Cibles Réalisées	Taux PTBA	Taux DCP)	Observations
Conception du système de suivi environnemental géo localisé	système	3	3	3	100%	100%	
Mise en œuvre système de suivi environnemental géo localisé (acquisition de lots de matériels et équipements SIG, internet)	lots	12	4	3	75%	25%	
Activité Structurante (AS) 2 : Infrastructures de	mobilisation (	des eaux					
Seuils d'épandage de type 1	Nombre	6	0				ces activités sont
Seuils d'épandage type 2 en série	Nombre	5	0				au stade
Mission d'appui aux chantiers école	Contrat	12	0				« études de faisabilité
Activité Structurante (AS) 4. Adaptation de l'Ag	riculture pluvia	ale aux ch	angements clin	natiques			
Formation des formateurs des Champs Ecoles Paysans (CEP) sur l'agriculture de conservation : CES/DRS/RNA	Session	3	2	2	100%	67%	
Voyages d'études locaux	Voyages	36	4	3	75%	8%	
Prise en charge des Assistant en Développement Local (ADL)	Pers/mois	144	48	48	100%	33%	
Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP)	На	5 372	774	900	116%	17%	
Activité Structurante (AS) 7 : Renforcement or	ganisationnel e	et institutio	nnel				
Formation et renforcement des AUE et des COGES GRN	Nombre	44	40	34	85%	77%	
Intégration participative de la dimension climatique dans les PDC (cartographie participative)	PDC	20	0	0	0%	0%	
Suivi Evaluation des impacts							
Recherche-action et partenariats scientifiques (ICRISAT, INRAN, ETC)	Etude/ publication	54					

# 2.1.2. Synthèses des réalisations financière globales et du PTBA 2016 du Guichet ProDAF/ASAP au 31/12/2016

Le financement ASAP global intégré au ProDAF s'élève à environ 13 millions de dollars US, soit 6 500 000 000FCFA. Sur une prévision globale du PTBA 2015-2016 de 11 848 165 000 FCFA du ProDAF, le Guichet ProDAF/ASAP contribue 819 303 700 FCFA pour soit 7%.du budget annuel programmé.

Au 31 décembre 2016, le montant décaissé sur ce guichet est de 686 159 723 FCFA, soit un taux d'exécution budgétaire de 83.75%. La situation globale par composante et par catégorie de dépense sont données par les tableaux ci-dessous :

Tableau N°4: Exécution financière du PTBA financement ASAP par composante au 31 décembre 2016

Composante	Budget prévu du PTBA 2016	Réalisations financière du PTBA 2016	Taux de réalisation financière (%)
Composante A: Renforcement de l'Agriculture familiale durable	609 358 000	512 261 437	84,07%
Composante C : Gestion et coordination du projet, suivi évaluation et gestion des savoirs	209 945 700	173 898 286	82,83%
Total général	819 303 700	686 159 723	83,75%

Tableau N°5: Exécution financière du PTBA financement ASAP par catégories de dépense

Activités codifiées	Budget prévu du PTBA 2016	Réalisations financière du PTBA 2016	Taux de réalisation financière (%)
BIENS, SERVICES ET INTRANTS	401 718 000	380 610 521	94,75%
CONSULTATIONS	229 633 700	168 794 868	73,51%
FORMATIONS	32 556 000	26 620 365	81,77%
SALAIRES, INDEMNITES ET COUT FONCTIONNEMENT	155 396 000	110 133 969	70,87%
Total général	819 303 700	686 159 723	83,75%

Le taux de décaissement élevé enregistré au niveau de la catégorie « BIENS SERVICES ET INTRANTS» comparativement aux autres catégories s'explique principalement par l'ampleur des activités de traitement bassins versants qui engagent beaucoup des investissements relevant de cette catégorie (intrants pour mise en valeur des sites aménagés, empoissonnement des mares faucardées...).

Tableau N°6: Exécution financière du PTBA financement ASAP par Unité de Gestion du Programme

	Budget prévu du	Réalisations financière du PTBA	Taux de réalisation
Activités codifiées	PTBA 2016	2016	financière (%)
Maradi	251 442 700	230 925 859	91,84%
Tahoua	272 240 000	222 224 746	81,63%
Zinder	262 243 000	208 404 219	79,47%
CENAT	33 378 000	24 604 899	73,72%
Total général	819 303 700	686 159 723	83,75%

#### III. DETAILS DES ACTIVITES ASAP REALISEES PAR ACTIVITES STRUCTURANTE

Au cours de la période sus revue les activités ASAP réalisées ont concerné 4 activités structurantes (AS) à savoir l'AS1, l'AS2, l'AS4 et l'AS7 de la composante A qui vise l'augmentation durable de la productivité des exploitations agricoles familiales.

# 3.1. Détail des activités structurantes de la composante A : renforcement durable de l'agriculture familiale

# 3.1.1 Activité structurante (AS) 1 : Aménagement des bassins versants

a) Objectifs opérationnels: Traiter 1184 ha de BV contre l'érosion et le ruissèlement dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder correspondant à 15% de la cible qui est de ha de BV à traiter globalement; v) Enclencher le processus de mise en place des systèmes de suivi environnemental géo localisé dans la zone d'intervention du ProDAF.

Ces sous activités permettront d'améliorer l'infiltration des eaux de ruissèlement, de réduire l'érosion et l'ensablement afin de protéger les espaces de production, de restaurer la couverture végétale dans les terres agricoles, d'atténuer les effets du changement climatique en amont et en aval des bassins versants et de suivre les effets impacts des actions d'aménagement des BV.

# b) Stratégies de mise en œuvre

Les activités d'aménagement des bassins versants seront réalisées sous forme de «Cash For Asset» sur des sites communautaires dont le statut foncier aura été clarifié au préalable. Le partenariat avec le PAM sera également poursuivi

pour le volet «Cash For Asset». Quant à la mise en place du système de suivi environnemental géo localisé y compris le suivi piézométrique, une convention de partenariat sera signée avec le Centre National de Surveillance Ecologique (CNSEE). Aussi les capacités opérationnelles des cellules SIG seront renforcées (recrutement ADL, acquisitions des équipements et logiciels, cartes et imageries, etc.) et une formation sur la prise en main des outils sera organisée à l'intention des agents des URGP et des partenaires.

# c) Niveau d'avancement

Les activités réalisées sur la période sont : ii) La signature de 9 conventions avec les opérateurs d'appui à la mise en œuvre, (iii) La réalisation des travaux de récupération des terres en amont et en aval des BV, (iv) La préparation de la convention pour la mise en place du système de suivi environnemental géo localisé, l'acquisition des lots de matériels SIG dont des ordinateurs de grande capacités et un drone civil à Maradi et le renforcement des capacités des agents des URGP par la responsables SIG.

Tableau N°6 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'AS1

Activités prévues	Niveau d'avancement	TEP (%)	Budget prévu du PTBA 2016	Réalisations financière du PTBA 2016	TEF (%)	Observations
A11102: Traiter les bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	<ul> <li>Réalisation des ouvrages (demi-lunes);</li> <li>faucardage et surcreusement des mares</li> <li>mise en valeur des ouvrages (plantation ensemencement, empoissonnement)</li> <li>Suivi de la mise en valeur</li> </ul>	97.5%	231 560 000	242 368 250	104,67%	
A11103: Conception du système de suivi environnemental géo localisé	Acquisition de matériels et outils SIG + formation ; Acquisition Drone ;		90 504 000	60 684 822	67,05%	Processus de sélection de la structure en charge confié à
A11104: Mise en œuvre du système de suivi environnemental géo localisé	Processus de signature de convention de partenariat avec le CNSEE	68%	22 920 000	4 858 720	21,20%	l'URĞP de Zinder
A11108: Assistance technique (FEM) pour CC/GRN (schémas d'aménagement	Les termes de références sont en cours d'élaboration par l'Assistante Technique CC/GRN	5%	8 742 000	0%	0,00%	
	CES/DRS et aménagements x dont cartographie SIG	56.8%	353 726 000	307 911 792	87,05%	

<sup>\*:</sup> TEP: Taux d'exécution physique; TEF: Taux d'exécution financière

Les réalisations physiques des ouvrages ont porté sur le faucardage et le surcreusement des mares, la confection des demilunes et des zai.

La mise en valeur a quant à elle porté sur l'ensemencement, des herbacées, la plantation et l'empoissonnement des points d'eau faucardés.

Des plans opérationnels pour le partenariat avec le PAM ont été élaborés et signés pour la mise en œuvre des activités d'aménagement des BV de manière synergique et complémentaire au niveau des sites de convergence.

Dans le cadre de la mise en valeur des sites récupérés, il faut noter que : (i) 405 495 plants ont été produits et plantés ; (ii) 50 664 kg de semences améliorés, 14 100 kg d'engrais ont été mis en place et (iii) 13 mares ont été empoissonnées avec 53 800 alevins dans la région de Zinder. Aussi, 34 Associations des Usagers d'Eau (AUE) et Comités de Gestion ont été redynamisées au niveau des PDE

# d) Contraintes/difficultés

Les principales difficultés rencontrées sont :

- La violation répétée de la mise en défens sur certains sites, et cela malgré les efforts de surveillance des COGES;
- Les poches de sécheresse enregistrées sur certains sites n'ont pas permis une bonne germination et développement des herbacées;
- L'objectif de réalisation des superficies de faucardage n'a pas été atteint suite à la non- mobilisation des ressources nécessaires par le PAM.

# e) Leçons apprises/recommandations

- Le partenariat avec le PAM permet d'augmenter d'optimiser les ressources et de couvrir plus de cibles que prévues en matière de restauration et de protection des espaces de production ;
- La mobilisation communautaire est déterminante pour la réussite de la mise en défens des sites aménagés ;
- L'empoissonnement des mares est une opportunité pour la diversification alimentaire et des sources de revenus ;
- L'implication de tous les acteurs concernés en premier lieu les communautés pour l'identification et la définition des actions à entreprendre, est gage de succès des opérations sur le terrain.

# 3.1.2 Activité structurante 4 : Adaptation de l'Agriculture pluviale au changement climatique

a) Objectifs opérationnels: (i) Organiser 2 formations sur diverses thématiques (CES/DRS/RNA et conduite CEP) au profit de 20 formateurs dans la région de Zinder; (ii) Organiser 4voyages (1 pour Tahoua, 3 Zinder) d'études locaux au profit de 256 producteurs et (iii) Mettre en place l'Appui Conseil Agricole Paysans (ACAP) sur 774 ha au profit de 1548 producteurs des régions de Maradi, Tahoua et Zinder dont au moins 30% de femmes et 30% de jeunes.

Ces actions visent à améliorer la productivité et la production des cultures pluviales notamment l'augmentation des rendements de 30% pour garantir la résilience des ménages -cible du Programme dans les régions de Maradi Tahoua et Zinder

# b) Stratégies de mise en œuvre :

Les formations des formateurs des Champs Ecoles Paysans (CEP) seront conduites avec l'appui des Centres Régionaux de la Recherche Agronomique (CERRA)/Institut National de la Recherche Agronomique (INRAN) de Tahoua, Maradi et Zinder. Le dispositif d'appui conseil est opérationnalisé à travers la signature des contrats de prestations avec les Groupements d'Appui Conseil Agricole Paysan (GACAP) promus par ces derniers. Les DRA de Tahoua, Maradi et Zinder assureront la supervision des opérations dans leurs régions respectives dans le cadre de conventions de collaboration prévue à cet effet.

Le processus de mise en œuvre des activités est décliné comme suit:

- Identification des sites, des stagiaires, des bénéficiaires et des GACAP ;
- Signature des conventions avec la DRA et le CERRA/INRAN ;
- Signature des contrats avec les GACAP, les paysans relais et les fédérations ;
- Tenue des ateliers villageois d'autodiagnostics et de planification des activités ;
- Mise en place du dispositif sur le terrain ;
- Conduite des Analyses des Agro Ecosystèmes Agricoles (AAESA), des cours spéciaux et des visites inter producteurs;
- Evaluation des résultats et dépôt de rapport d'activité.

Pour capitaliser les acquis les institutions de recherche/formations seront mobilisées.

# c) Niveau d'avancement

Tableau N°7: Synthèse de l'exécution physique et financière de l'AS4

Activités prévues	Niveau d'avancement	TEP (%)	Budget prévu du PTBA 2016	Réalisations financière du PTBA 2016	TEF (%)	Observations
A21101: Mise en place des champs Ecoles Paysans	formation /recyclage sur la conduite des CEP, CES/DRS/RNA organisée prise en charge des ADL	100%	21 600 000	11 814 080	54,69%	
(CEP)	Conduite des Voyages d'études locaux					
	-identification des ménages vulnérables					
A21102: Mettre	Convention signée avec DRA;					
en place l'Appui Conseil Agricole	contrats signés avec les GACAP		60 507 000	57 369 956	94,82%	
Paysan (ACAP)	formation sur la conduite de l'ACAP	100%				
	Placement des kits d'intrants	.0070				
	Evaluation de l'ACAP réalisée					
Total AS4: Adaptati	on de l'agriculture pluviale au que	100%	82 107 000	69 184 036	84,26%	

# On note que:

- La formation /recyclage sur la conduite des CEP a été faite au profit de 134 facilitateurs, ainsi que les superviseurs des GSC et fédérations, les Chefs de Districts Agricoles (CDA) et les Directeurs Départementaux de l'Agriculture (DDA) intervenants;
- Les 4 voyages d'études locaux ont été organisés au profit de 800 producteurs au niveau de 4 PDE;
- La formation sur CES/DRS/RNA a été organisée au profit de 200 facilitateurs/encadreurs dont 58 femmes et celle relative à la conduite d'ACAP au profit de 96 membres de 6 GACAP dont 20 femmes.

Dans le cadre du partenariat scientifique, l'ICRISAT a appuyé les URGP en semences d'arachide, niébé et sorgho qui ont été testées au niveau des CEP. Les résultats de ces tests ne sont pas encore fournis par le partenaire

# d) Contraintes/difficultés

On note que le retard dans l'installation de la campagne pluviale dans certaine PDE comme Guidimouni, Guidan Roumdji et Badaguichiri ainsi que l'enregistrement des poches de sécheresse et des pressions parasitaires dans certains sites ont impacté négativement sur le bon déroulement des CEP.

# e) Leçons apprises/recommandations

- Le partenariat multi acteurs (services techniques, opérateurs, fédérations, GACAP, institution de recherche, bénéficiaires et ProDAF) entrepris est un pilier indispensable pour la mise en œuvre des CEP;
- La valorisation des opérateurs de mise en œuvre et paysans relais formés par PPI/RUWANMU et d'autres partenaires dans la conduite des CEP a permis de renforcer le dispositif d'encadrement des DRA et de réaliser des économies d'échelle dans les trois régions.

# 3.1.3 Activité structurante 7 : Renforcement organisationnel et institutionnel

a) Objectifs opérationnels: (i) Appuyer l'émergence de 36 AUE dans les bassins de productions irriguées aménagés/consolidés par le PPI Ruwanmu; l'objectif étant d'amener, à travers des séances d'ingénieries sociales, tous les utilisateurs de la ressource eau à prendre conscience de la problématique de celle-ci afin de créer un cadre de concertation permanent et d'asseoir une meilleure stratégie de gestion rationnelle et durable de l'eau au niveau des bassins de production.

(ii) Contractualiser avec l'opérateur chargé d'accompagner la mise en œuvre des activités de leadership des femmes pour la mise en place 750 kits agricoles au profit des ménages vulnérables.

# b) Stratégies de mise en œuvre

Cette activité est mise en œuvre à travers des séances de travail avec les CRA pour partager avec la stratégie d'intervention, les activités pour lesquelles l'appui des CRA est sollicité et par conséquent les besoins en renforcement des capacités subséquents. Sur cette base des conventions de partenariat qui définiront entre autres les objectifs visés, les résultats attendus, les activités convenues et les budgets, sera signée. L'appui à la redynamisation des AUE assuré par les CRA sous la supervision du RECA et des URGP, il sera basé sur un travail récurrent d'ingénierie sociale.

Les principales étapes de mise en œuvre de cette activité sont :

- Séance de travail pour l'internalisation de la stratégie du ProDAF et sélection des activités à mener en partenariat;
- Identification des besoins en renforcement des capacités pour une mise en œuvre efficace des activités ;
- Négociation et signature de la convention;
- Acquisition, mise à disposition de la logistique et renforcement des capacités des équipes opérationnelles;
- Mise en œuvre des activités planifiées par chaque CRA;
- Point périodique d'exécution à travers des rencontres mensuelles avec les URGP ;
- Suivi/Evaluation de la convention :
- Capitalisation des expériences.

#### Pour l'AS8:

- Recrutement de l'opérateur spécialisé avec lequel une convention sera signée pour l'accompagnement de l'ensemble des activités de leadership féminin ;
- Mise en place, au profit des ménages vulnérables, des kits intrants agricoles avec l'appui de l'opérateur et bouture de manioc avec l'appui de la Direction Régionale de l'Agriculture (DRA)

#### c) Niveau d'avancement

Tableau N°8 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'AS7 et AS8

Activités prévues	Niveau d'avancement	TEP (%)	Budget prévu du PTBA 2016	Réalisations financière du PTBA 2016	TEF (%)	Observations
A22102: Appui au renforcement des CRA	<ul> <li>- 3 conventions signées avec les CRA</li> <li>36 AUE et GOCES formés</li> </ul>	100%	13 328 000	18 876 400	141,63%	
A31101: Appui à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	750 kits agricoles mis en place	100%	72 331 000	65 076 928	89,97%	Les activités sont mises en œuvre dans le cadre de la convention signée avec l'ONG Actions en Faveur des Femmes Vulnérables (AFV)
Total AS7 et AS8		100%	85 659 000	83 953 328	98,01%	

# 3.2. Détails des activités de la composante C « Gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs ».

L'objectif de la composante est de mettre en place les mécanismes permettant de planifier, coordonner, gérer, suivre et évaluer la mise en œuvre des activités et les impacts du projet.

# 3.2.1 Suivi-Evaluation des activités et impacts du programme

# Etudes et enquêtes

**a)Objectifs opérationnels : (i)** Conduire une enquête pour l'élaboration du CGES, d'un Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP) et d'un Cadre de Gestion des Pestes et Pesticides pour le ProDAF.

# b) Stratégies de mise en œuvre

Pour le CGES, l'étude a été conduite par un consultant indépendant sous la supervision de l'URGP de Zinder dans le cadre de la répartition de la gestion des dossiers communs entre les URGP. Le financement est assuré au 1/3 par chaque URGP.

#### c) Niveau d'avancement

Il faut noter que dans le cadre de l'étude relative au CGES, les rapports provisoires de sauvegarde pour la programme ont été élaborés à savoir le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), le Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP) et le Cadre de Gestion des Pestes et Pesticides (CGPP) ont fait l'objet de validation à travers un atelier organisé par le BEEEI. Les observations de l'atelier ont été officiellement transmis au consultant pour prise en compte finalisation de ces documents.

# Dispositif de S&E participatif

a) Objectifs opérationnels : (ii) mettre en place le dispositif EX-ACT développé par la FAO pour le suivi et l'évaluation de l'émission/la séquestration du carbone corrélée aux activités agro-sylvo-pastorales

# b) Stratégies de mise en œuvre

La mise en œuvre de cette activité se fera à travers la signature d'une convention avec le Centre national de Surveillance Ecologique et Environnementale (CNSEE) spécialiste en la matière.

# c) Niveau d'avancement

Le caractère nouveau de l'activité explique le temps pris par le processus qu'il fallait bien comprendre avant de s'engager avec le partenaire. Toutefois des processus d'acquisition des matériels ont été déjà bouclés par les URGP pour préparer la mise en œuvre de l'activité en 2017.

# Activité: Recherche-action et partenariats scientifiques

a) Objectifs opérationnels : (i) Réaliser 2 études/publications scientifiques sur les effets/impact des activités des projets financés par le FIDA en cours ; (ii) Diffuser de nouvelles techniques culturales et variétés végétales sélectionnées par les institutions de recherche ; (iii) Réaliser des formations portant sur la communication et les partenariats au profit des agents de l'URGP.

# b) Stratégies de mise en œuvre

L'activité se base sur des conventions avec les institutions scientifiques de recherche et des ateliers périodiques de partage des résultats. Cette activité est exécutée à coût partagé avec les 2 autres URGP.

# c) Niveau d'avancement

Tableau N°12 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'activité

Activités prévues	Niveau d'avancement	TEP (%)	Budget prévu du PTBA 2016	Réalisations financière du PTBA 2016	TEF (%)	Observations
C11101: Enquêtes et études (l'élaboration du CGES, d'un Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP) et d'un Cadre de Gestion des Pestes et Pesticides pour le ProDAF	Rapports provisoires amendés Finalisation des documents par le consultant	95%	23 500 000	14 210 340	60,47%	CGES et SYGRI

Activités prévues	Niveau d'avancement	TEP (%)	Budget prévu du PTBA 2016	Réalisations financière du PTBA 2016	TEF (%)	Observations
C11102: Ateliers et missions annuels	Missions d'appui aux URGP		3 286 000	2 878 092	87,59%	
C11103: Dispositif de S&E participatif (Mettre en place le dispositif de suivi carbone EX-ACT	Une convention en cours de signature avec le CNSEE¹ Acquisition des matériels en cours	20%	7 999 700		0,00%	Le processus de la convention a été long Les négociations sont actuellement en phase finale
C11104: Recherche- action et partenariats scientifiques	Article publié sur la GRN et une dizaine en cours -Thématiques identifiées pour prise en charge par les institutions; -Collecte des données réalisée - 1 atelier de partage des résultats des conventions en cours de préparation -Formation des agents des 3 URGP et CENAT en communication par AGRINOVIA effectuée	75%	102 000 000	83 410 786	81,78%	

Suivi Evaluation des impacts

136 785 700 100 499 218 73,47%

# 3.2.2 Gestion administrative et fiduciaire

Au niveau du volet gestion administrative et financière, le financement ASAP a permis de couvrir les salaires et frais de déplacement de certains agents du programme notamment les assistant en GRN et changements climatiques des URGP et CENAT ainsi les frais de déplacement des partenaires de mise en œuvre des activités pour la période couverte par le PTBA soit 15 mois. Ainsi pour une prévision de 73 160 000 FCFA, 62 557 368 FCFA ont été dépensé soit un taux de réalisation d'environ 86%.

Tableau N°12 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'activité

Activités	Budget prévu du PTBA 2016	Réalisations financière du PTBA 2016	Taux de réalisation financière (%)	
A41103: Prise en charges salaires personnel composante A	56 136 000	36 171 908	64,44%	
A41104: Frais de déplacements personnel « composante A »	21 230 000	12 314 422	58,00%	
A41105: Fonctionnement véhicules composante A	10 500 000	2 725 951	25,96%	
C21108: Frais de mission et déplacement	73 160 000	61 063 398	83,47%	
C21109: Fonctionnement courant (eau, électricité, téléphone, internet		1 493 970		
Total Appui à la Gestion du Programme	73 160 000	62 557 368	85,51%	

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Centre National de Surveillance Ecologique

# PLANCHES DES PHOTOS DE QUELQUES ACTIVITES ASAP DE L'URGP DE ZINDER





Mare avant faucardage (envahie par typha australis) et mare après faucardage à Dikini jaroumeye (PDE de Mirriah)





Formation des formateurs CEP/CEPM et séance de AAES au niveau de CEP de Airayé dans le PDE de Doungou